

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2012

Nick Cobbing, Greenpeace

SOMMAIRE

› LE MOT DU PRÉSIDENT.....	P.2
› ACTIONS INTERNATIONALES.....	P.4
Suivi et participation aux négociations internationales sur les changements climatiques	
Appui et coordination des actions du réseau Climat et Développement	
Plaidoyer en faveur des financements climat pour lutter contre le changement climatique	
› ACTIONS EUROPÉENNES.....	P.6
Système européen des quotas d'émissions de CO2	
Fonds européens dans le budget 2014-2020 de l'Union européenne	
Suivi des politiques européennes en matière de développement des agrocarburants	
Lobbying pour des véhicules plus efficaces et moins émetteurs de CO2	
Suivi de la « directive relative à l'efficacité énergétique » de la Commission européenne	
Analyse et suivi de la communication de la Commission européenne « Feuille de route énergie 2050 »	
› ACTIONS NATIONALES.....	P.8
Elections 2012	
Préparation et participation à la conférence environnementale	
Préparation du débat énergie	
Opposition au projet de l'aéroport Notre Dame des Landes	
Coordination et suivi des politiques françaises sur le secteur automobile	
Campagne Stop aux subventions à la pollution	
Plaidoyer pour une fiscalité verte renforcée	
Participation aux travaux institutionnels sur l'agriculture	
Emissions liées à la consommation	
› ACTIONS LOCALES.....	P.10
Finalisation de l'outil Climat-Pratic	
Campagne « Gouvernance territoriale de la transition énergétique »	
Projet européen « Covenant capaCITY »	
Projet CEnIS - Contraintes Énergétiques et Innovations Sociales	
Suivi des thématiques « climat territoires » et « Etalement urbain »	
Virage Energie	
Recueil d'expériences territoriales de politiques d'atténuation	
› SENSIBILISATION ET COMMUNICATION.....	P.12
› VIE DU RÉSEAU	P.14
› ÉLÉMENTS FINANCIERS.....	P.15

Chers membres et chers adhérents,

Le changement de Président et de majorité à l'Assemblée nationale a été l'événement marquant de la scène politique française en 2012. Après



les immenses espoirs du Grenelle de l'Environnement en octobre 2007, suivis par les déceptions tout aussi profondes des années suivantes, un gouvernement de gauche avec deux ministres EE-LV allait-il enfin s'engager dans une politique « énergie-climat » déterminée et faire de la protection de l'environnement au sens large une de ses priorités effectives ?

Lors de la Conférence environnementale de septembre, nous avons bien eu droit, bis repetita, aux grandes déclarations et aux promesses solennelles du Président et du Premier Ministre. Mais, premier accroc, le ministre de l'Agriculture y annonçait déjà le soutien du gouvernement aux agrocarburants à un niveau plus élevé que celui recommandé par la Commission européenne, au mépris de toutes les études montrant sans ambiguïté leur impact néfaste sur les émissions de GES et sur les prix des denrées alimentaires, entre autres choses.

La suite a été du même ordre : dès octobre par exemple, le ministre du Budget nous expliquait que la priorité gouvernementale donnée à la réduction des déficits publics empêcherait toute mesure de fisca-

MORAL DU PRÉSIDENT

lité écologique dans la LOF 2013. Nous pensons pourtant que, dans ce contexte de volonté de redressement des finances publiques, notre demande de réduire les quelques 20 milliards d'euros accordés chaque année aux secteurs énergétiques les plus polluants sous forme de subventions ou d'exonérations fiscales serait accueillie très favorablement. Mais Bercy ne l'a pas entendu ainsi et la France restera une année de plus l'avant-dernière dans le classement des vingt-sept états de l'UE en matière de fiscalité écologique...

Crispation sur le projet, pourtant peu défendable, de l'aéroport de Notre-Dame des Landes, première décision de la BPI consistant à soutenir la filière nucléaire à hauteur de 50 millions d'euros, etc., etc. : la liste est maintenant longue de toutes les annonces et de toutes les décisions gouvernementales contraires aux promesses de la Conférence environnementale.

Il reste le débat national sur la transition énergétique. Dès juin 2012, le RAC a participé très activement à l'organisation d'un Collectif d'ONG avec ses associations membres, FNE, FNH, Humanité et biodiversité, etc. afin de présenter et de défendre le maximum de propositions communes dans le débat à venir. Nous avons créé à l'automne, en binôme avec le CLER, un poste de coordination de ce Collectif qui s'est révélé très précieux.

Alors que le RAC n'appartenait pas au Conseil National du Développement Durable et du Grenelle de l'Environnement (CNDDGE), nos efforts soutenus auprès du MEDDE pour qu'il soit reconnu comme un interlocu-

teur indiscutable en matière d'énergie et de climat ont été récompensés et le RAC siège à part entière au Conseil national du débat sur la transition énergétique (CNDTE).

Après la mise en place tardive et très « poussive » des différentes institutions du débat, le Conseil national, les groupes de travail, les experts, etc. se sont enfin mis au travail en janvier avec une participation très active des associations du Collectif. Comme ce dernier l'avait demandé avec fermeté, la maîtrise et la réduction de la demande d'énergie par l'efficacité et la sobriété énergétiques constituent bien un axe fondamental du débat.

Cependant, il est encore beaucoup trop tôt pour savoir si le débat va se dérouler conformément aux exigences des ONG en matière d'efficacité, de transparence et de démocratie. Et rien ne garantit non plus que les conclusions du débat, les recommandations du Conseil national en juillet et le projet de loi qui s'ensuivra à l'automne seront à la hauteur de nos demandes et des besoins de la société française en matière de transition énergétique. La plus grande vigilance continue donc à s'imposer.

L'activité du RAC ne se limite évidemment pas au seul débat. Pendant toute l'année 2012, l'association a été pleinement impliquée et très présente dans tous les principaux secteurs responsables des changements climatiques et à tous les échelons de prise de décisions, du local à l'international, avec ses permanents, ses associations membres et tous ses partenaires français, européens et internationaux. Le RAC a également renforcé son équipe en 2012, avec la création d'un poste spécifiquement

dédié au secteur des transports, premier responsable en France des émissions de GES

Après « Indignez-vous ! », le regretté Stéphane Hessel écrivait « Engagez-vous ! ». Pour le RAC, dont le double objet social est « de lutter contre les changements climatiques et ses conséquences néfastes et de favoriser la transition vers une société plus solidaire et équitable, plus économe en énergie et en ressources naturelles et préservant l'avenir des populations et des écosystèmes », l'engagement reste la priorité première. Il est notre fil directeur et, aussi, notre source de satisfaction et de fierté.

Pierre Perbos
Président



ACTIONS INTERNATIONALES

NÉGOCIATIONS INTERNATIONALES

} SUIVI ET PARTICIPATION AUX NÉGOCIATIONS INTERNATIONALES SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

- Participation du RAC-F aux pré-sessions de négociation à Bonn en mai 2012 et à la conférence annuelle à Doha en décembre 2012 : conférence et communiqués de presse, recommandations politiques et décryptage des résultats.
- Coordination et participation à une vingtaine de rendez-vous avec les décideurs français, notamment la Ministre de l'environnement et le Ministre délégué au développement, les ministères et les cabinets des finances, de l'environnement et des affaires étrangères sur les négociations internationales sur le climat.
- Envoi de courriers et notes de positions aux institutionnels français sur les principaux points de la négociation :
 - > Objectifs de réduction, 2ème période du Protocole de Kyoto et financements climat.
- Adaptation française du bulletin ECO des ONG à



Doha, avec des articles publiés quotidiennement par les membres du RC&D.

- Coordination des groupes de travail du CAN-International sur financements et atténuation.
- Suivi de la position de l'Union européenne dans les négociations internationales.



RÉSEAU CLIMAT ET DÉVELOPPEMENT

} APPUI ET COORDINATION DES ACTIONS DU RÉSEAU CLIMAT & DÉVELOPPEMENT (RC&D)

- Atelier à Mboïène au Bénin pour préparer le sommet Rio+20 en ciblant deux enjeux-clé pour l'Afrique : l'agriculture et l'énergie.
- Publication d'un plaidoyer sur les enjeux d'un développement pour et par les communautés africaines en matière d'environnement, d'énergie, d'eau et d'agriculture.



- Participation à la Conférence des Ministres Africains de l'environnement à Arusha en Tanzanie pour diffuser les messages du RC&D sur Rio+20 et sur les financements climat.

- Participation de plus de 20 membres du RC&D aux négociations internationales à Doha.

Diffusion des recommandations du RC&D autour de la COP18.

- > Appui technique aux délégations francophones (présentations, briefings pour les Ministres, rendez-vous).
- > Intervention lors du déjeuner des Ministres francophones.
- > Evènement parallèle sur les bonnes pratiques en matière de climat & développement dans le RC&D.

- Travail de coordination avec les ONG européennes pour défendre l'inclusion de l'aérien dans le marché de permis européen.

- Travail de plaidoyer en faveur d'un financement pour le Fonds Vert dès 2012.

} PLAIDOYER EN FAVEUR DES FINANCEMENTS CLIMAT POUR LUTTER CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

- Pilotage d'une campagne de sensibilisation et de mobilisation au Bénin, au Sénégal, au Togo et au Mali sur les financements innovants pour le changement climatique (rencontres avec les décideurs, travail avec les médias, ateliers de formation, notes d'information, étude conjointe sur le potentiel des financements).

- Suivi et participation aux négociations de l'Organisation Maritime Internationale.

- Travail de plaidoyer avec Oxfam et Coalition + pour une affectation «développement/climat» des recettes de la taxe sur les transactions financières.



ACTIONS EUROPÉENNES

LOBBYING INSTITUTIONNEL

} NIVEAU D'AMBITION DE L'UNION EUROPÉENNE

- Actualisation de la publication de 2011 « Objectif Climat -30% : le choix gagnant pour la France ».
- Travail de plaidoyer auprès des pouvoirs publics français et européens sur le renforcement de l'objectif européen pour 2020 (notamment à l'occasion des négociations internationales sur le climat). Le RAC-F s'est en particulier mobilisé à l'occasion de l'arrivée du nouveau gouvernement français pour qu'un arbitrage soit fait sur ce dossier, rangé dans les tiroirs par la précédente mandature.
- Analyse des enjeux autour de la négociation d'objectifs climat-énergie européens pour 2030.
- Communication des débats politiques français et européens sur le site et les listes de diffusion du RAC-F.
- Renforcement du travail en réseau avec le CAN-Europe et ses ONG membres.

} SYSTÈME EUROPÉEN DES QUOTAS D'ÉMISSIONS DE CO2

- Suite à l'annonce par la Commission européenne de proposer en 2012 une intervention d'urgence sur le marché européen des quotas d'émissions, le RAC-F s'est mobilisé aux côtés des ONG européennes pour faire entendre la voix du renforcement des politiques énergie-climat européennes.

- Appui à la contribution du CAN-Europe en octobre 2012 à la consultation européenne sur le gel provisoire d'un certain nombre de quotas.

- Participation à la consultation publique organisée par le Ministère de l'écologie à propos de la mesure d'urgence sur le marché carbone européen.

- Travail de suivi de la position de la France et de plaidoyer au niveau national à partir de septembre 2012.

} FONDS EUROPÉENS DANS LE BUDGET 2014-2020 DE L'UNION EUROPÉENNE

- Focus sur la politique de cohésion, qui représente la deuxième part la plus importante au sein du budget européen, après la PAC, en partenariat avec une coalition d'ONG européenne mobilisée sur le budget européen.

- Travail de plaidoyer auprès des autorités françaises pour l'allocation d'au moins 25% du budget européen (enveloppe globale) à des actions en faveur de la lutte contre le changement climatique. Le pourcentage retenu à ce jour par les chefs d'Etat et de gouvernement européens est de 20%, ce qui est une avancée concrète puisqu'aucun chiffre ne figurait à la proposition de budget au début de la négociation.

- Rédaction de notes de position et d'articles sur le site du RAC sur : la négociation générale du budget européen (avec les différents fonds), la politique de cohésion spécifiquement, un chapitre au sein de la note du RAC-F sur le financement de la transition énergétique en France.



- Diffusion d'informations sur les listes de diffusion du RAC.

AGRICULTURE

} INTÉGRATION DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES DANS LA RÉFORME DE LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE

- Participation à la plate-forme PAC2013. Le RAC-F a pris part aux réflexions et aux travaux du groupe avec sa spécificité « climat ».

www.pouruneautrepac.eu



- Relais des campagnes « Go MAD » (qui propose des outils et des éléments de compréhension de la réforme de la PAC, pour permettre à chacun de solliciter un RDV avec un député européen.), et « I Field Good / pour une agriculture et une alimentation d'avenir » porté par la FNH.
- Communiqués de presse inter-associatifs.

TRANSPORT

} SUIVI DES POLITIQUES EUROPÉENNES EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT DES AGROCARBURANTS

- Courriers au commissaire européen français autour de la question de la prise en compte du « changement d'affectation des sols indirect » (CASI).
- Rencontres avec des eurodéputés

} LOBBYING POUR DES VÉHICULES PLUS EFFICACES ET MOINS ÉMETTEURS DE CO2

- Coordination du travail des ONG sur la proposition de la commission européenne sur les objectifs 2020 et post-2020 pour les seuils d'émissions de CO2 des véhicules particuliers.
- Plaidoyer autour des recommandations du RAC, en collaboration avec Transport & Environment, sur les positionnements de la France au Conseil (rencontres avec les services et cabinets des différents ministères concernés, de Matignon et de l'Élysée).

- Information et sensibilisation des eurodéputés français sur les améliorations à apporter à la proposition de règlement.

- Rencontre avec les constructeurs automobiles français (Renault, Peugeot-Citroën PSA).

- Communication et information des médias sur le sujet.

- Soutien à une lettre ouverte appelant les 27 ministres de l'économie européens à relever les taux minimum d'accises sur le diesel dans le cadre de la proposition de directive sur la taxation de l'énergie.

ÉNERGIE

} COORDINATION DU PROJET ENCI-LOWCARB

- Développement d'une nouvelle méthodologie de co-élaboration des scénarios « bas carbone » pour l'Allemagne et la France à l'horizon 2050. Evaluation sociale des scénarios via un dialogue interactif avec des parties prenantes.
- Publication du scénario pour la France.
<http://www.rac-f.org/Un-scenario-energetique-acceptable,2272>



} SUIVI DE LA « DIRECTIVE RELATIVE À L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE » DE LA COMMISSION EUROPÉENNE

- Rencontres institutionnelles et rédaction de notes de positions et de communiqués de presse.

} ANALYSE ET SUIVI DE LA COMMUNICATION DE LA COMMISSION EUROPÉENNE « FEUILLE DE ROUTE ÉNERGIE 2050 »

- Rédaction d'une d'analyse :
<http://www.rac-f.org/Feuille-de-route-energie-2050-une.html>

ACTIONS NATIONALES

POLITIQUE NATIONALE

} ELECTIONS PRÉSIDENTIELLES 2012

- Diffusion auprès des candidats à l'élection présidentielle du document interassociatif « 7 mesures clés pour engager la France dans la transition énergétique ». Prise de rendez-vous pour échanger sur les mesures prioritaires.



- Rédaction et coordination d'un bilan des politiques énergie-climat à six mois du nouveau Gouvernement.

} PRÉPARATION ET PARTICIPATION À LA CONFÉRENCE ENVIRONNEMENTALE

- Participation du RAC au groupe de travail sur l'organisation du débat énergie et sur la fiscalité écologique. Rédaction d'un bilan de la conférence environnementale.

} PRÉPARATION DU DÉBAT ÉNERGIE

- Mise en place d'un collectif interassociatif pour coordonner la position des associations et ONG et avoir davantage de poids pour peser sur les mesures qui seront prises à l'issue du débat.

- > Elaboration d'une note de position commune sur le fond et la forme du futur débat.
- > Elaboration d'une note de propositions sur le financement de la transition énergétique.
- > Elaboration d'un socle commun de 14 mesures phares portées par le RAC et le collectif.

- Participation du RAC au débat sur la transition énergétique au sein du Conseil national du débat sur la transition énergétique et des groupes de travail.

- Rencontres avec d'autres acteurs du débat (associations de collectivités, syndicats...) et plaidoyer auprès des ministères.

} REPRÉSENTATION DU RAC AU CESE

- En mai 2012, Antoine Bonduelle a remplacé Olivier Louchard pour représenter le RAC-F au CESE (Conseil Economique Social et Environnemental). Il a été affecté à la section de l'Environnement.
- L'essentiel de l'activité dans cette instance été une

contribution à deux avis du Conseil sur l'énergie : «Efficacité énergétique» et «Transition Énergétique».

- Il a donné lieu à des échanges parfois vifs, notamment entre des syndicats hostiles à la notion même de sobriété, ou encore entre notre groupe de représentants d'ONG et les forces syndicales et patronales sur la question nucléaire. Ce rapport a précédé de peu les débats nationaux de la transition énergétique.

Le résultat -voté par l'ensemble des groupes du CESE :

- > <http://www.lecese.fr/travaux-publies/la-transition-energetique-2020-2050-un-avenir-batir-une-voie-tracer>
- > <http://www.lecese.fr/travaux-publies/efficacite-energetique-un-gisement-deconomies-un-objectif-prioritaire>

TRANSPORT

} SUIVI ET CONTRIBUTION AUX DISCUSSIONS NATIONALES SUR LE SCHEMA NATIONAL DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORTS (SNIT)

- Nombreuses sollicitations du RAC pour ouvrir la commission Mobilités 21 aux ONG.

- Rencontre avec le cabinet du Ministre délégué aux Transports, M. Cuvillier.
- Pression pour inclure la question des infrastructures de transport dans le débat sur la transition énergétique.

} OPPOSITION AU PROJET DE L'AÉROPORT NOTRE DAME DES LANDES

- Participation à la conférence de presse en novembre organisée en soutien aux opposants au projet de Notre Dame des Landes.

- > Soutien à la mobilisation de réoccupation le 17 novembre sur la ZAD.

- > Lettre ouverte au Premier Ministre pour l'abandon du projet d'aéroport à Notre Dame des Landes.



} COORDINATION ET SUIVI DES POLITIQUES FRANÇAISES SUR LE SECTEUR AUTOMOBILE

- Communication autour du plan national de soutien au secteur automobile. Rencontres avec les cabinets et les services des ministères concernés : Ministère de l'Écologie et de l'Énergie et Ministère du Redressement Productif.
 - > Communication inter-associative.

FISCALITÉ ÉCOLOGIQUE

} CAMPAGNE STOP AUX SUBVENTIONS À LA POLLUTION

- Lancement d'une campagne pour mettre fin aux subventions à la pollution qui, sous la forme d'exonérations fiscales ou de taux réduits de TVA, favorisent les activités et secteurs polluants au détriment du climat.
 - > Réalisation d'un site de campagne, d'une vidéo et d'un appel « Stop aux subventions à la pollution » soutenu par une trentaine d'associations, plus de 50 économistes et 14000 signataires.
 - > Elaboration de nombreuses fiches sur les différentes niches fiscales dans 5 domaines : agriculture, transports, énergie, déchets, et aménagement du territoire, ainsi que sur les outils fiscaux.
- Organisation d'une conférence de presse en présence de Nicolas Hulot et de Guillaume Sainteny.



- Nombreuses communications au moment des lois de finance notamment, avec de larges retombées médiatiques.

} PLAIDOYER POUR UNE FISCALITÉ VERTE RENFORCÉE

- PLFR 2013 et PLF 2013 : lobby auprès des députés et des sénateurs pour proposer des amendements supprimant ces niches fiscales dommageables à l'environnement, notamment celles profitant aux agrocarburants, au diesel, au kérosène et aux raffineries..

- Siège au Comité pour la Fiscalité écologique pilotée par Christian De Perthuis, selon les vœux du RAC qui a contribué à la mise sur pied de ce comité.

- Désapprobation de la décision présidentielle de baisser les taxes sur le carburant

AGRICULTURE

} PARTICIPATION AUX TRAVAUX INSTITUTIONNELS SUR L'AGRICULTURE

- Comité technique d'orientation des études concernant les émissions de gaz à effet de serre dues au changement d'affectation des sols (CAS) engendré par le développement des agrocarburants, et pilotés par l'ADEME, le MAA-PRAT, le MEEDTL, l'INRA et France AgriMer .
- Groupe de travail du Centre d'études et de Prospectives du MAAF sur « Adaptation - Agriculture Forêt Climat ».

} COORDINATION ET SUIVI DES POLITIQUES FRANÇAISES DE DÉVELOPPEMENT DES AGROCARBURANTS

- Rencontres avec les cabinets des Ministres de l'environnement et de l'agriculture et du Premier Ministre ; travail de plaidoyer auprès des parlementaires dans le cadre de la loi de finances.
- Courriers aux syndicats agricoles dans le cadre des élections aux chambres d'agriculture pour connaître leurs positionnements sur les agrocarburants.
- Participation à la pétition « La faim pour un plein ? »

ÉNERGIE

} ÉMISSIONS LIÉES À LA CONSOMMATION

- En 2012 le RAC a commencé à travailler sur le sujet des « Émissions liées à la consommation » :
 - > Organisation d'une table ronde à Doha et publication d'une plaquette en français et anglais.
 - > Organisation d'un séminaire multipartenaires à Paris pour échanger sur les approches méthodologiques.
 - > Rédaction de deux communiqués lors de la publication des inventaires officiels pour pointer l'absence des émissions importées.
 - > Ce travail continue en 2013. Une publication est en cours de finalisation.

ACTIONS LOCALES

TERRITOIRES

} FINALISATION DE L'OUTIL CLIMAT PRATIC

• Suite à la sortie en septembre 2011 de Climat Pratic, outil d'aide à l'élaboration et la mise en œuvre d'une politique climat-énergie pour les petites collectivités et les territoires de projet, l'année 2012 a été consacrée à la diffusion de l'outil et la préparation de sa mise à jour prévue pour 2013 :

- > Présentation de l'outil lors de diverses manifestations et animation de 8 sessions de prise en main. Veille en matière de bonnes pratiques, outils, etc.
- > Elaboration de questionnaires d'évaluation ; collecte et analyse des commentaires des participants aux formations et des utilisateurs.
- > Structuration de la réflexion concernant l'utilisation de l'outil comme moyen d'accompagner les collectivités infra-territoriales.



} CAMPAGNE « GOUVERNANCE TERRITORIALE DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE »

• Mise en place d'un groupe de travail sur la gouvernance territoriale de la transition énergétique comprenant des associations du RAC-F ainsi que des associations d'élus et rédaction d'une étude sur cette thématique.



reseau
action
climat

• Suivi du sujet dans le cadre de la conférence environnementale puis de la préparation du débat sur la transition énergétique.

} PROJET EUROPÉEN « COVENANT CAPACITY »

• Poursuite du projet européen Covenant CapaCITY, dont l'objectif est de soutenir le développement des PCET en Europe via un programme de formation destiné aux collectivités locales, un programme de "formation de formateurs" et l'accompagnement de collectivités à élaborer ou renforcer leur PCET.



} **PROJET CENIS — CONTRAINTES ÉNERGÉTIQUES ET INNOVATIONS SOCIALES**

- Lancement du projet CenIS, qui vise à analyser l'impact de mesures climat-énergie structurantes sur les ménages vulnérables et à identifier les modalités d'action possibles des collectivités pour atténuer ces impacts.

} **SUIVI DES THÉMATIQUES « CLIMAT-TERRITOIRES » ET « ÉTALEMENT URBAIN »**

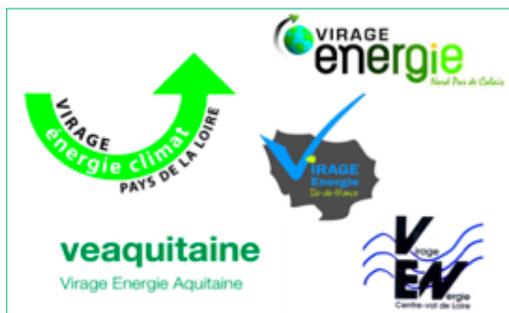
- Participation au comité de gouvernance de la Base Carbone, au colloque PCET de l'ADEME, au comité de pilotage de l'étude FNH sur précarité et mobilité.
- Suivi de la préparation de la loi sur la décentralisation.

ÉNERGIE

} **VIRAGE ÉNERGIE**

- Organisation de deux rencontres des associations Virage énergie à Paris et coordination d'un atelier commun des « Virages énergies » aux Assises de l'énergie 2012.

<http://www.assises-energie.net/fr/edition-2012-essai-gab/atelier-17/index.html>



AGRICULTURE

} **RECUEIL SUR DES EXPÉRIENCES TERRITORIALES AGRICULTURE — CHANGEMENTS CLIMATIQUES**

- Réalisation d'un document «recueil d'expériences» pour faire connaître et valoriser des expériences territoriales «agriculture et changements climatiques».

- L'idée est de répondre à une question récurrente que se posent de nombreuses collectivités en termes de GES : quelles actions peut-on engager pour le secteur agricole à l'échelle d'un territoire ? Ce document, présentera huit territoires, des points de vue de spécialistes et sera publié en avril 2013.



TRANSPORT

} **CONTRIBUTION AU DÉBAT PUBLIC SUR LE PROJET D'ANNEAU DES SCIENCES OU TRONÇON OUEST DU PÉRIPHÉRIQUE OUEST DE LYON**

- Soutien au cahier d'acteur de l'association locale DARLY mobilisée contre le projet et pour des alternatives de transports en commun
- Intervention lors du débat public sur l'incohérence entre les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre inscrits dans le plan climat du Grand Lyon (-20%) et le bilan carbone « neutre » du projet

SENSIBILISATION ET COMMUNICATION

UN PLAN CLIMAT PRÈS DE CHEZ MOI — ACCOMPAGNER MA VILLE OU MON TERRITOIRE POUR PROTÉGER LE CLIMAT

- Le Réseau Action Climat - France a publié en 2012 ce guide pratique illustré et pédagogique pour inciter tout un chacun à s'impliquer personnellement dans la démarche de PCET de sa collectivité, à la renforcer si elle est insuffisante ou à l'initier si elle n'existe pas encore. Ce livret décrit les différentes compétences et les leviers d'action des collectivités locales (en termes d'énergie, de transport, de gestion des déchets, d'aménagement, et d'agriculture) et souligne les marges de manœuvre à disposition du citoyen pour pousser sa collectivité à développer des politiques climatiques ambitieuses.

<http://www.rac-f.org/Un-Plan-Climat-pres-de-chez-moi>



INFOS DE SERRE

- En 2012, le bulletin mensuel Infos de Serre a continué d'informer ses plus de 2000 abonnés de l'actualité des changements climatiques.

Cette année, le RAC-F a expérimenté le passage d'une version PDF à une version 100% électronique (en html), plus visuelle et plus intuitive, qui permet de simplifier l'accès aux articles et favoriser la visite du site internet.

Cette nouvelle formule remporte un franc succès avec des abonnements en augmentation.

<http://www.rac-f.org/Infos-de-Serre>

ECO

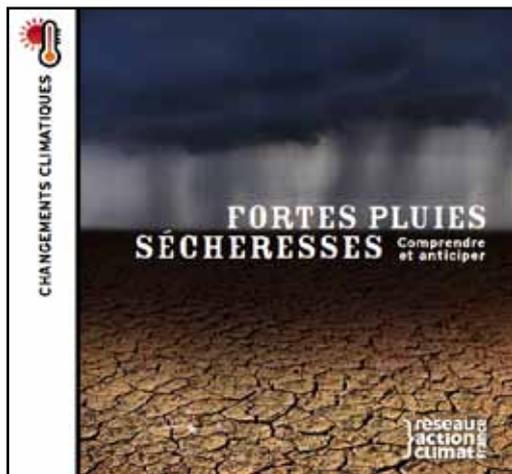
- En 2011, la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques s'est déroulée à Doha, au Qatar. Malgré les restrictions, le RAC-F est parvenu à éditer et distribuer chaque jour le bulletin ECO en français. Ce dernier permet aux francophones (délégés, journalistes, ONG, etc.) de mieux comprendre le déroulement des discussions et est largement diffusé via le site du RAC-F et du CAN International.



} SÉCHERESSES ET FORTES PLUIES : COMPRENDRE ET ANTICIPER

• Cette brochure présente les mécanismes climatiques qui expliquent le renforcement des sécheresses et des précipitations intenses à cause du réchauffement global. Elle fait le point sur les constatations scientifiques actuelles et donne un aperçu du climat qui attend la France et le monde au cours du XXI^{ème} siècle.

www.rac-f.org/Secheresses-et-fortes-pluies.html



COMMUNIQUÉS DE PRESSE & TRIBUNES

• Au fil de l'actualité, le RAC a publié de nombreux communiqués de presse qui ont favorisé la médiatisation des positions des ONG. A l'occasion de la campagne présidentielle, lors du lancement de la campagne interassociative « Stop aux subventions à la pollution » ou pendant la conférence de Doha, la presse a souvent donné écho aux recommandations du RAC-F.

• En juin, la conférence de presse organisée avec la FNH sur la fiscalité écologique a réuni une quarantaine de journalistes de la presse aussi bien papier que radio et TV. Les retombées médias ont alors été très importantes.

TWITTER

• Le RAC-F a ouvert un compte sur Twitter (@RACFrance), le réseau social de micro-blogging. Twitter est un outil de valorisation d'information et de contenus. Cette caractéristique correspond à la vocation de diffusion et de médiatisation des actualités des changements climatiques.



VIE DU RÉSEAU



} LES MEMBRES DU RAC-F EN 2012

Collège « adhérents individuels » composé de 42 membres.

Collège « associations locales » composé de 10 associations: Objectif Climat, ALDER, Énergies solidaires, Effet de Serre toi-même, Virage énergie Nord-Pas-de-Calais, Virage Energie Pays de La Loire, Virage Energie Ile-de-France, 2D attitude, TACA et Bizi.

Nouveauté 2012 : non renouvellement de l'adhésion d'EDEN et de Polénergie ; adhésion d'une nouvelle association locale du Pays Basque, Bizi !

Collège « associations nationales » composé de 18 associations (Alofa Tuvalu, Greenpeace, WWF, LPO, Oxfam, 4D, GREM, HELIO International, Hespul, CLER, Les Amis de la terre, Agir pour l'environnement, FNAUT, FUB, Solar Génération, Réseau sortir du nucléaire, CNID et WECEF).

} FONCTIONNEMENT ASSOCIATIF

Bureau : tous les 2 mois

Conseil d'administration : tous les 2 à 3 mois.

Assemblée générale : une fois par an.

Le Bureau du RAC-F est composé de :

Pierre Perbos Président
Philippe Quirion Trésorier
Antoine Bonduelle Administrateur
Sandrine Mathy Administrateur
Julien Berthier Administrateur

Les membres du Bureau participent activement à la gestion courante de l'association et aux actions/travaux du RAC-F selon les compétences et l'intérêt de chacun (politique européenne, agrocarburant, énergie, économie, Grenelle, PCET, ..).

} L'ÉQUIPE SALARIÉE 2012 DU RAC-F

Emmanuel Bernard Gestion
Sébastien Blavier Politique Internationale (janvier à mars)
Anne Bringault En Binôme avec le CLER (depuis octobre)
Morgane Créach Direction
Meike Fink Climat et Énergie
Célia Gautier Politique Européenne (depuis mai)
Lorelei Limousin Climat et Transport (depuis juin)
Alix Mazounie Politique Internationale et RCD

Marc Mossalgue Information - communication
Fabien Pommier Climat et Agriculture (août à décembre)
Marion Richard Climat et Territoires
Diane Vandaele Climat et Agriculture (janvier à juillet)

Nouveautés 2012 : Sébastien Blavier, chargé de mission Europe a été remplacé par Célia Gautier en mai. Diane Vandaele a été remplacée pendant son congés maternité, à



partir du mois de juillet, par Fabien Pommier. Un poste de chargé de mission transports a été créé en 2012 (CDD courant jusque fin 2013) et Lorelei Limousin recrutée sur cette mission à partir de mai. Anne Bringault a été recrutée conjointement par le RAC et le CLER en octobre (jusque septembre 2013), pour coordonner les associations dans le cadre du débat énergie, au-delà des associations membres du RAC.

} RELATIONS AVEC LE CLIMATE ACTION NETWORK INTERNATIONAL (CAN-I) ET LE CAN-EUROPE

- Contribution à l'élaboration de positions communes et relais en France des positions actées au niveau européen.
- Participation aux assemblées générales du CAN-Europe.

} ADHÉSION DU RAC À L'INITIATIVE 2°C INVESTING

L'initiative 2° Investing promeut la prise en compte par les investisseurs, et le cadre réglementaire associé, des contraintes climatiques et des besoins de financement à long terme.

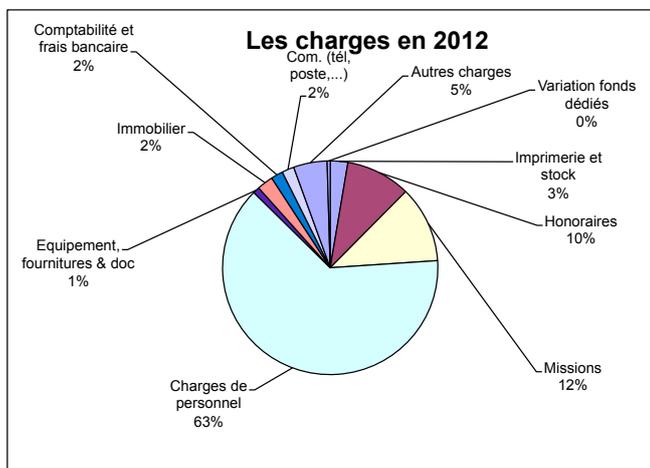
<http://2degrees-investing.org/>

} RENFORCEMENT ET AMÉLIORATION DU MODE DE FONCTIONNEMENT DU RAC PAR LA CONDUITE D'UN AUDIT EN 2012

Le RAC a conduit un audit de ses activités, missions et mode de fonctionnement auprès de ses associations membres mais aussi d'autres partenaires ou acteurs institutionnels avec qui il a l'habitude de travailler. Cette mission a été confiée à Anne Bringault. Une synthèse de l'audit a été élaborée par la suite ainsi que des propositions d'amélioration du fonctionnement du RAC. Elles ont été présentées, discutées et validées en conseil d'administration du RAC le 13 décembre 2012.

ÉLÉMENTS FINANCIERS

} COMPTE DE RÉSULTAT



Le graphique ci-contre met en avant la répartition en pourcentage des charges 2012 du RAC-F par type.

On observe que les charges de personnel, les frais de mission et d'impressions et les honoraires représentent 89% des dépenses :

Les charges de personnel (y compris taxe sur les salaires et formation professionnelle) représentent 64% des dépenses (415 659 €) pour 8,6 salariés (embauche d'une chargée de mission transport début juin 2012).

Les frais de mission représentent 12% des dépenses (75 717 €) dont :

- 45 679 € pour le Réseau climat et développement (RC&D) ;
- 10 969 € pour les négociations internationales (Conférences internationales de Durban et Bonn).

Les honoraires représentent 10% des dépenses (63 674 €) dont :

- 33 351 € pour le RC&D ;
- 7 160 € pour le projet européen sur les scénarios énergétiques avec sa publication finale et son site de présentation ;
- 4 600 € pour le site Stop Subventions Pollution
- 9 221 € pour les autres publications (réactualisation brochures -30%, Sécheresses et fortes pluies, PCET près de chez moi et Expériences internationales atténuation en agriculture).

Les impressions représentent 3 % des dépenses (17 300 €) dont :

- 4 800 € pour PCET et 3 474 € pour Sécheresses ;
- 2 990 € pour la publication agriculture internationale.

Le compte de résultat au 31/12/2012 présente un budget global de 655 871 € (total des produits en 2012) et un excédent de 1 289 € (voir le rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels de l'exercice 2012).

Le graphique ci-contre met en avant la répartition en pourcentage des produits 2012 du RAC-F par type.

Ventes et prestations 11 778 €

Subventions d'exploitation 567 990 €

dont :

- Subventions UE 55 668 €
- Subventions d'État et institutions publiques 249 960 €
- Subventions collectivités 13 446 €
- Aides à l'emploi 19 128 €
- Subventions associations et fondations 229 788 €

Adhésions et dons 37 436 €

- Adhésions associations 7 914 €
- Adhésions personnes physiques 1 530 €
- Dons entreprises 7 784 €
- Dons personnes physiques 20 207 €

Autres produits 38 667 € dont 32 793 € de transferts de charges





Le Réseau Action Climat-France (RAC-F) est une association spécialisée sur le thème des changements climatiques.

Il regroupe 18 organisations nationales de protection de l'environnement, d'usagers des transports, de promotion d'alternatives énergétiques et de solidarité internationale. Le RAC-F rassemble également des associations locales et régionales de France et des adhérents individuels.

Sa mission est d'informer les citoyens des mécanismes, causes et impacts des changements climatiques et d'influer pour des politiques plus ambitieuses afin de limiter ces perturbations.

Découvrez l'action du RAC-F et impliquez-vous avec nous sur le site :

www.rac-f.org



Réseau Action Climat - France

2b, rue Jules Ferry - 93100 Montreuil

Tél : 01.48.58.83.92

Fax : 01.48.51.95.12

infos@rac-f.org - www.rac-f.org